

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 26 OCTOBRE 2016

Le conseil des ministres s'est tenu, ce mercredi 26 octobre 2016, au Palais de la Présidence de la République, sous l'autorité du Président de la République, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé.

Au cours des travaux, le conseil a écouté treize (13) communications et des divers.

La première communication suivie par le conseil est relative à la participation du Togo à la 6ème assemblée générale de la convention de 2003, portant sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à Paris du 30 mai au 1er juin 2016.

Au cours de cette assemblée générale, l'UNESCO a annoncé le relèvement du plafond de son assistance aux projets qui passe désormais de 25.000 \$ USD à 100.000 \$USD. Notre pays a déjà bénéficié de l'assistance de cette organisation onusienne notamment en 2009 et 2013 dans la mise en œuvre des programmes de protection et de promotion du patrimoine culturel immatériel.

En marge de cette session, une séance de travail de haut niveau entre les représentants du Togo au sein de l'UNESCO a permis d'explorer de nouvelles stratégies de coopération afin de positionner notre pays au sein des différentes commissions de l'UNESCO.

La seconde communication est relative au forum sur la coopération des médias sino-africains et au 6ème séminaire du développement de la télévision numérique en Afrique à Beijing du 20 au 25 juin 2016.

Reprenant les conclusions du sommet Chine-Afrique de Johannesburg, ce forum confirme la disponibilité de la Chine à accompagner le développement de l'Afrique et particulièrement le processus de transition numérique dans lequel sont engagés tous les médias audiovisuels africains dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant. Notre pays s'inscrira dans cette logique.

La troisième communication est relative à l'assemblée générale du comité permanent scientifique et technologique de l'organisation de la coopération islamique (OCI) qui s'est tenue à Islamabad au Pakistan du 31 mai au 1er juin 2016.

Au cours de cette réunion, les discussions ont porté sur le plan d'action décennale 2016-2025, essentiellement orienté vers une collaboration plus étroite entre les Etats membres et les institutions de recherche.

A cette occasion, l'adhésion du Togo au sein du comité permanent scientifique et technologique de l'organisation de la coopération islamique (OCI) a été validée par l'ensemble des Etats membres.

Une cellule dédiée sera créée au sein de la direction nationale de la recherche pour mieux suivre cette coopération avec l'OCI.

La quatrième communication, suivie par le conseil, rend compte de la situation du personnel enseignant des ministères des enseignements primaire et secondaire, et de la formation professionnelle dans la perspective de la réalisation de l'éducation pour tous (EPT) et des objectifs du développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Il apparaît que, malgré les importants efforts consentis par le Gouvernement ces dix dernières années (organisation des concours directs de recrutement sectoriel, construction de cinq nouvelles ENI, construction de plus de 5000 salles de classe équipées sur ressources propres, réouverture de l'école normale supérieure d'Atakpamé, intégration des enseignants volontaires...), les besoins en personnel enseignant s'accroissent d'année en année.

Prenant en compte les causes de ce déséquilibre, essentiellement dû à l'augmentation de la demande en éducation estimée à plus de 7% par an, les départs à la retraite, les décès et les abandons, il est engagé un important programme dont l'objectif est de poursuivre les recrutements d'ici 2019 afin de faire face à cette augmentation.

La cinquième communication suivie par le conseil est relative au volontariat national qui vise à promouvoir l'engagement volontaire dans notre pays à travers la mobilisation des compétences locales dans la mise en œuvre des actions de développement.

Dans cette optique, le programme de volontariat a permis d'assurer le renforcement des compétences et de l'employabilité de plus de 7.000 jeunes diplômés, l'intégration définitive de près de 2500 jeunes dans les milieux de l'emploi, le renforcement des services publics, l'appui aux ONG, le renforcement des capacités des communautés de base et le développement d'une culture de citoyenneté responsable.

Pour maintenir cette dynamique et amortir le processus de démobilisation des volontaires qui arrivent à la fin de leur mandat, il est envisagé des mesures transitoires exceptionnelles portant extension des contrats et l'opérationnalisation du mécanisme de co-financement discuté et adopté avec les partenaires du programme.

Par ailleurs, le Gouvernement réfléchit à des mesures structurelles visant à l'utilisation pérenne des compétences des volontaires qualifiés dans l'administration publique et la gestion des projets de développement, de même que le financement durable du programme à travers des financements innovants et un renforcement du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle et économique des volontaires.

La sixième communication est relative au projet d'organisation du forum national des acteurs du foncier au Togo.

Placé sous le thème « une gouvernance foncière inclusive pour un développement durable : le temps de l'action », ce forum national, qui regroupera environ 150 participants, prendra en compte les recommandations issues des différents ateliers et rencontres nationales, et vise la mise en place d'un cadre stratégique de maîtrise du foncier au service de l'émergence du Togo.

La septième communication écoutée par le conseil est relative à la formation du personnel enseignant de l'enseignement secondaire caractérisé par un déficit de formation et une insuffisance de personnel pédagogique.

Afin de répondre aux exigences de qualité en matière d'encadrement pédagogique dans les lycées et collèges et pour faire face à la demande sans cesse croissante en enseignants du secondaire, il est envisagé d'étendre aux autres facultés des universités publiques, l'expérience de la faculté des sciences et techniques de l'Université de Kara, enrichie de l'expérience de l'Institut Nationale des Sciences de l'Education (INSE).

La huitième communication suivie par le conseil est relative à l'ouverture d'une filière de gestion de l'administration territoriale et des collectivités locales à l'ENA.

Se basant sur la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République qui vise à doter notre pays de compétences et de ressources humaines capables d'assurer la gestion administrative des collectivités, la formation se déroulera en deux cycles.

Le premier cycle professionnel concerne les cadres fonctionnaires de la catégorie A qui seront formés sur une période d'un (1) an. Quant au cycle diplômant, il concerne les togolais titulaires d'une maîtrise ou d'un master de l'enseignement supérieur. Ces cycles constitueront l'embryon des administrations et des services publics locaux.

La neuvième et la dixième communication sont relatives à la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) organisée les 27 et 28 août 2016 à laquelle a participé le Président de la République.

Cette conférence, organisée pour la première fois en Afrique, a porté essentiellement sur la promotion de la transformation économique et structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, la promotion de systèmes de santé résilients pour la qualité de vie et la promotion de la stabilité sociale pour une prospérité partagée.

Il y a lieu de préciser que ces actions sont en adéquation avec les priorités du Gouvernement.

Le Japon a exprimé, à cette occasion, sa disponibilité à former dix millions de personnes et à réaliser des investissements d'un montant total de trente (30) milliards de dollars pour l'Afrique.

En marge de cette conférence, notre pays a participé, activement, à l'exposition Japan Africa Expo 2016, afin de partager des informations d'ordre économique et commercial, et promouvoir les produits des jeunes entrepreneurs togolais.

La onzième communication suivie par le conseil est relative aux travaux d'installation des lampadaires solaires photovoltaïques sur toute l'étendue du territoire national.

Répartie en deux phases, la première partie de ce projet a conduit le gouvernement à implanter 7.000 lampadaires solaires dans plusieurs cantons non encore alimentés en énergie électrique et 6.000 lampadaires dans les chefs-lieux des préfectures en ciblant essentiellement les infrastructures socio communautaires et économiques de base.

L'analyse des impacts de ce projet d'un montant d'environ 25 Milliards de FCFA fait état d'une amélioration notable du volet sécuritaire, d'une augmentation des activités économiques et des taux de réussite scolaire, d'une amélioration des services de santé et de la réduction des dépenses des communes.

Eu égard à ces retombées positives, la poursuite de ce projet a été actée par le conseil.

La douzième communication suivie par le conseil est consacrée au rapport de l'audit des centres d'accueil des enfants vulnérables du Togo.

Sur les 120 centres audités 12 ont été qualifiés de «centres de maltraitance».

Au vu des constats, il est décidé de la fermeture de ces centres et d'une réorientation des enfants vers d'autres centres situés à proximité.

La treizième communication est relative à la visite de travail du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche au Maroc du 04 au 09 septembre 2016.

Cette visite a permis à la délégation de s'inspirer du savoir-faire marocain en matière d'éducation, et de créer un cadre partenarial permettant au Togo de faire passer son quota de bourses, initialement fixé à 30 à 50. Le Togo pourra également inscrire ses étudiants directement dans les établissements publics marocains sur ses propres financements.

Au titre des divers, le conseil a été informé des préparatifs de la visite de travail au Togo du Premier Ministre français, Monsieur Manuel VALLS, du 28 au 29 octobre 2016. Cette visite, qui intervient, quelques jours après la tenue du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, est le fruit de la diplomatie agissante du Chef de l'Etat togolais.

Lors de son séjour au Togo, le Premier Ministre français s'entretiendra avec Son Excellence Monsieur le Président de la République togolaise. De nombreuses activités sont prévues à l'Agenda de cette visite.

Enfin plusieurs décrets ont été pris au titre des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche ; et de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.

Fait à Lomé, le 26 octobre 2016

Le Conseil des ministres